



Pôle des politiques publiques

Section environnement - Guichet Unique ICPE

Arrêté Préfectoral n° 58-2025-06-25-00001

**portant mise en demeure à l'encontre de la société PURFER (ex REVIVAL)
de respecter certaines dispositions des arrêtés réglementant, au titre des ICPE
l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de Fourchambault**

La préfète de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le Code de justice administrative ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M^{me} Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 92-481 du 18 février 1992, délivré à la SARL COMPAGNIE GÉNÉRALE DE RÉCUPÉRATION NIVERNAISE (CGRN), pour l'exploitation d'un dépôt de ferrailles, matériaux divers et de carcasses de véhicules automobiles sur le territoire de la commune de Fourchambault ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2017-09-01-001 du 1^{er} septembre 2017 autorisant le changement d'exploitant et actualisant le calcul des garanties financières aux installations exploitées par la société VALRECY ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2025-06-13-00008 du 13 juin 2025 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;

- VU** la déclaration de changement de dénomination sociale, en date du 23 juillet 2007, formulée par la société RIC ENVIRONNEMENT ;
- VU** la déclaration de changement de dénomination sociale, en date du 29 juillet 2013, formulée par la société BARTIN RECYCLING ;
- VU** la déclaration de changement d'exploitant, en date du 13 avril 2017, formulée par la société DERICHEBOURG, au bénéfice de sa filiale VALRECY ;
- VU** la déclaration de changement de dénomination sociale de la société VALRECY, renommée REVIVAL en date du 1^{er} octobre 2018 ;
- VU** la déclaration de changement d'exploitant, en date du 25 octobre 2024, formulée par le groupe DERICHEBOURG, au bénéfice de sa filiale, la SAS PURFER ;
- VU** le rapport de l'inspectrice de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 28 mai 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 28 mai 2025 en application de l'article L. 171-6 du Code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 11 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé, dispose :

« [...] III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 13. III de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé, dispose :

« [...] a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

[...] - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;

[...] c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou

- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 13. V de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé, dispose :

« Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination) [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé, dispose :

« [...] Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours » ;

CONSIDÉRANT que l'article 3.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012, susvisé, dispose :

« Les locaux et les différentes aires doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article B1.1 de l'arrêté préfectoral du 18 février 1992, susvisé, dispose :

« 1) Une ou plusieurs aires spéciales nettement délimitées sont réservées pour la préparation des moteurs, boîtes, ponts, batteries des véhicules automobiles ainsi que pour la préparation des copeaux, tournures, pièces, matériels etc., enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, etc.

2) Une aire est également réservée pour l'écrasement et le chargement des véhicules qui doivent être évacués complets vers les centres destructeurs.

[...] 4) Le sol des emplacements spéciaux prévus aux 1 et 2 et 3 ci-dessus est bétonné, imperméable et en forme de cuvette de rétention. [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article B1.3 de l'arrêté préfectoral du 18 février 1992, susvisé, dispose :

« [...]

4) Pollution de l'atmosphère

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières et des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

TOUT BRÛLAGE A L'AIR LIBRE EST INTERDIT

Tout brûlage ainsi que tout traitement par fusion sont effectués dans des fours adaptés et équipés d'épurateurs de gaz de combustion. L'utilisation de telles installations doit faire l'objet d'une demande préalable.

LE BRÛLAGE DES HUILES EST INTERDIT

[...]

5) Prévention incendie

« [...] Les opérations de découpage au chalumeau ne peuvent être effectuées à moins de huit mètres des aires prévues au paragraphe 3 de l'article B1.1, des dépôts de stériles, pneumatiques et caoutchoucs et en général de tous produits inflammables ou matières combustibles. Il est également interdit de fumer à proximité et sur les zones ainsi désignées.

[...] » ;

CONSIDÉRANT que, depuis le 1^{er} septembre 2017, l'installation n'est plus autorisée à exercer les activités relevant de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage) et qu'en conséquence, elle n'est plus autorisée à collecter des moteurs non vidangés de leurs fluides (huile, gazole et liquide de refroidissement) ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 14 avril 2025, l'inspectrice de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions précitées, en raison :

- de l'absence de revêtement étanche sur la zone extérieure dédiée au ravitaillement des engins en GNR, entraînant un écoulement direct des éventuelles égoûtures de carburant sur le sol, présentant ainsi un risque de pollution des sols,
- de la présence sur le site de moteurs non entièrement vidangés, ainsi que de l'absence de contrôle visuel systématique lors de leur admission ou de leur déchargement, ce qui ne permet pas de garantir la conformité des déchets annoncés comme non dangereux,
- de l'absence d'un plan actualisé et correctement légendé des réseaux de collecte des effluents du site,
- de la présence, à l'arrière du hangar du site, d'un bras d'une ancienne grue hydraulique contenant encore des fluides (huiles), entreposé en extérieur, directement au sol et hors zone étanche,
- de la présence, en plusieurs points du site, de déchets divers (notamment résidus de pneus, ferrailles oxydées, plastiques, papiers, bois) dispersés directement sur le sol,
- de la présence de déchets de plastiques et de câbles dans des bennes destinées aux déchets métalliques ; de la dégradation avancée de plusieurs bennes entreposées sur les voiries, présentant des perforations et des signes de corrosion ; ainsi que de la présence de bennes contenant des copeaux de fer, elles-mêmes détériorées, non couvertes et directement entreposées sur le sol, situation susceptible d'entraîner une pollution des sols et du sous-sol par écoulement de substances polluantes,
- de la pratique de brûlage à l'air libre d'un chariot élévateur destiné à la destruction, observée au niveau de la zone affectée au tri des moteurs et de découpe au chalumeau, ainsi que de la présence, à proximité, d'une benne contenant des déchets brûlés,
- de la réalisation d'opérations de découpe au chalumeau sur la zone de tri des moteurs, alors que certains d'entre eux contiennent encore des fluides,
- de la présence d'un espace fumeur situé à proximité immédiate du stockage de bouteilles de propane (gaz hautement inflammable) en contradiction avec la signalétique interdisant expressément de fumer à cet emplacement ;

CONSIDÉRANT que les conditions actuelles en matière de gestion, de tri et de stockage des déchets génèrent un risque des pollutions des eaux et des sols ;

CONSIDÉRANT que le brûlage à l'air libre de déchets est susceptible d'émettre des polluants atmosphériques, notamment des hydrocarbures et des métaux lourds, constituant ainsi un risque pour l'environnement, la santé humaine et la salubrité publique ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société PURFER de respecter les prescriptions des articles B1.1 et B1.3 de l'arrêté préfectoral du 18 février 1992, susvisé, des articles 11, 13. III, 13. V et 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé, et de l'article 3.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012, susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

La société PURFER, exploitant des installations de tri, traitement et regroupement de déchets, sises 60 Quai de Loire sur la commune de Fourchambault, est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai d'un jour à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article B1.3 de l'arrêté préfectoral du 18 février 1992 et de l'article 13. III de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisés, en :
 - mettant en œuvre la procédure d'admission des déchets, notamment par un contrôle visuel systématique, soit lors de leur admission, soit au moment de leur déchargement. En particulier, tout moteur réceptionné présentant des signes de vidange partiel (présence d'huiles, de carburants, de liquides de refroidissement, etc.) doit être refusé à l'entrée de l'installation,
 - cessant toute activité de brûlage de déchets sur le site ;
- **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions des articles 11, 13. V, 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, de l'article 3.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 et des articles B1.1 et B1.3 de l'arrêté préfectoral du 18 février 1992, susvisés, en :
 - réalisant les opérations de ravitaillement des engins sur une aire étanche et équipée de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement (de type débourbeur-déshuileur),
 - procédant au tri des déchets actuellement stockés en vrac dans les bennes destinées aux métaux,
 - établissant et en transmettant à l'inspection des installations classées un plan actualisé et correctement légendé des réseaux de collecte des effluents du site. Le plan doit faire apparaître le point de rejet dans l'environnement de ces eaux après traitement,
 - procédant à l'évacuation du bras de grue hydraulique, situé à l'arrière du hangar, vers une filière de traitement ou d'élimination dûment autorisée, et en fournissant la justification à l'inspection des installations classées. À défaut d'évacuation, ce bras de grue doit être entreposé dans des conditions de stockage conformes (sur une aire étanche), de manière à prévenir tout risque de pollution des sols,
 - procédant au traitement approprié des déchets divers (notamment résidus de pneus, ferrailles oxydées, plastiques, papiers, bois) dispersés sur le site,
 - procédant au vidage complet des déchets contenus dans les bennes entreposées directement sur le sol à l'arrière du hangar. À défaut, ces bennes doivent être déplacées sur les surfaces bétonnées afin de limiter les risques de pollution des sols,
 - procédant à l'évacuation des bennes fortement détériorées afin de prévenir tout risque de fuite de déchets et de pollution des sols,
 - séparant les produits inflammables et les matières combustibles de l'espace fumeur, afin de prévenir tout risque d'incendie.

Article 2 : Sanction

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Publicité et notification

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société PURFER.

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication :

- par la voie d'un recours administratif auprès de la préfète de la Nièvre. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon, territorialement compétent,
- par la voie du recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon, territorialement compétent. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

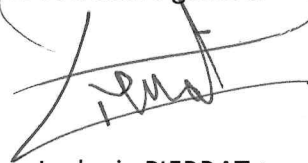
Article 5 : Exécution et copies

- le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,
- le maire de Fourchambault,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre et dont l'original sera transmis au directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **25 JUIN 2025**

La préfète,
pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général



Ludovic PIERRAT